



UNION DÉPARTEMENTALE DES SYNDICATS FORCE OUVRIÈRE D'INDRE ET LOIRE

La Camusière-18, rue de l'Oiselet, 37550 Saint-Avertin

Tel : 02.47.38.54.43 - Fax : 02.47.37.91.00

udfo37@force-ouvriere.fr

<http://37.force-ouvriere.org>

Pour la défense des libertés démocratiques
Pour la satisfaction de nos revendications
La répression ne nous fera pas taire !

La commission administrative (CA) de l'Union départementale FO d'Indre et Loire réunie ce jour, condamne la mise en œuvre depuis le 1^{er} septembre de la « réforme » des retraites. Le gouvernement MACRON/BORNE dans sa logique d'affrontement contre la classe ouvrière a décidé d'imposer brutalement son texte de loi, malgré la mobilisation historique des salariés avec leurs organisations syndicales, soutenus par l'écrasante majorité de la population.

Avec la Confédération FO, la CA réaffirme sa détermination à agir dans l'unité pour l'abrogation de cette contre-réforme.

De ce point de vue, la CA se félicite du refus de la Confédération de participer au « Conseil National de la Refondation » (le fameux CNR ce mal nommé) convoqué par le président Macron le 7 septembre dernier : c'est la marque de notre indépendance.

La CA considère que la « *conférence sociale sur les carrières et les branches situées sous le salaire minimum* » est une tentative d'Emmanuel Macron d'associer les organisations syndicales à la politique néocorporatiste du gouvernement : le syndicat FO n'est pas et ne sera jamais un corps intermédiaire. Liberté et indépendance !

Ce n'est pas aux salariés de payer la Crise du système capitaliste et alors que les signes de récession gagnent, nous opposons nos revendications :

- **Augmentation du SMIC à 2 000 € bruts (environ 1 600 € net) soit 80% du salaire médian**
- **Ouverture de vraies négociations dans toutes les branches pour aucun minima en-dessous du SMIC ;**
- **Revalorisation des salaires, traitements et pensions à hauteur de 10 % tout de suite.**

La CA appelle ses syndicats à réunir les salariés sur leurs lieux de travail pour définir et porter les revendications, en particulier salariales dès cette rentrée.

En obtenant jusqu'à 15 % d'augmentation de salaire par la grève dure, les agents de sécurité d'aéroport au Royaume-Uni, les enseignants écossais et les cheminots allemands ne montrent-ils pas la voie qu'il faut suivre ?

Alors que le capital, dopé par l'inflation, annonce de nouveaux records de profits et de dividendes en ce premier semestre 2023 (après une nouvelle année record en 2022 à 140 Mds €), la réalité est toute autre pour les travailleurs et leurs familles : nouvelle augmentation des

tarifs de l'énergie de 10 % depuis le 1^{er} août, réduction des droits avec la mise en place du « *montant net social* » qui impacte le montant du RSA et de la prime d'activité, déremboursement des médicaments, perspective de 15 milliards d'euros d'économie sur les services publics, préparation d'un nouveau hold-up sur l'assurance chômage...

Dans le même temps, les exonérations et aides sans contreparties aux entreprises s'élèvent à plus de 200 milliards. Rien qu'en 2022, 73 milliards ont été détournés de la Sécurité sociale. D'ici 2023, le budget militaire atteindra 413 milliards d'euros (+40 %), entraînant de nouvelles destructions de services publics.

Pour imposer sa politique minoritaire, le gouvernement Macron/Borne qui n'a aucune base populaire est encore monté d'un cran dans l'intimidation, la répression, la remise en cause de la liberté de manifester.. au point que même la Confédération Syndicale Internationale s'est alarmée des violences d'Etat sur les manifestants pendant le mouvement sur les retraites.

La convocation en gendarmerie de Sébastien Menesplier, membre du bureau confédéral de la CGT, la comparution devant les tribunaux de centaines de syndicalistes, y compris FO comme dans le Maine-et-Loire, du fait de leur engagement dans la mobilisation contre la réforme des retraites, sont intolérables, dans notre département les tentatives de licenciements arbitraires de nos délégués syndicaux sont en augmentation, celui qui résiste, celui qui lutte est de suite mis à l'index et sanctionné ou inquiété dans le privé comme dans le public! La CA de l'UD FO apporte tout son soutien aux camarades et ne laissera rien passer pour la défense inconditionnelle des délégués et représentants FO du département.

La CA considère que l'escalade autoritaire du gouvernement Macron/Borne constitue une menace pour la démocratie et l'existence même du syndicalisme libre et indépendant. C'est un processus nauséabond, réactionnaire et répressif qui continue de se déployer depuis plusieurs années et qui s'amplifie.

Dans ces conditions, la CA appelle ses syndicats et les militants FO du département à participer aux marches du 23 septembre « *contre la répression* », pour la défense des libertés démocratiques, notamment syndicales. Comme nous l'avons fait déjà à de multiples reprises dans un passé récent, la CA de l'UD considère aujourd'hui qu'il est à nouveau nécessaire de prendre une position forte et claire sur ces questions et principes fondamentaux.

L'Union départementale prendra l'attache des autres organisations syndicales du département pour un texte commun sur ces questions.

Revendiquer, résister, reconquérir nos droits et défendre nos libertés tout est lié !

« Tant qu'un homme pourra mourir de faim à la porte d'un palais où tout regorge, il n'y aura rien de stable dans les institutions humaines » Eugène Varlin

Saint-Avertin, le mardi 12 septembre 2023

MANIFESTATION SAMEDI 23 SEPTEMBRE à TOURS

rdv à 14H30 PLACE SAINT PAUL au SANITAS et départ 15H00 pour le CORTEGE

venez nombreux avec vos couleurs et drapeaux FO pour la défense de nos libertés et de nos droits